

« Dans la lutte contre le fondamentalisme radical, la Tunisie est un référentiel pour d'autres pays arabes et pour l'Europe »

## Les pays du Maghreb bénéficient d'un soutien international croissant, mais ils doivent progresser dans le sens de l'ouverture démocratique, croit Aldo Olcese.

ENTRETIEN avec Aldo Olcese par Gabriela González de Castejón

**A**ldo Olcese est un grand connaisseur du Maghreb : la preuve en est sa participation au Comité Averroès pour la relation bilatérale hispano-marocaine et au Groupe Hannibal, en Tunisie. Il possède surtout un profil d'entreprise, mais son côté académique est particulièrement intéressant pour AKFAR/IDEES.

**AKFAR/IDEES :** En novembre, 10 ans après, se réuniront à nouveau les acteurs du Processus de Barcelone. Il s'agissait alors de créer un véritable partenariat entre les rives nord et sud de la Méditerranée. Quelle a été, à votre avis, l'utilité de ce projet ?

**ALDO OLCESE :** Dans le Processus de Barcelone, il y a un point d'inflexion négatif : le 11 septembre 2001. A partir de cette date, un abîme s'ouvre entre les mondes arabe et occidental. Jusqu'alors, les intentions de chaque partie étaient bonnes : dès cet instant, on assiste à une dramatique involution. Il est difficile de reconstruire le Processus sur les cendres du 11-S et des attentats ultérieurs. Il existe aujourd'hui une barrière de méfiance envers les Etats arabes dans le monde occidental. Non seulement de la part de la classe politique, mais encore des sociétés civiles, ce qui est plus grave.

**A/1 :** Quels sont les pays qui affrontent le mieux le radicalisme islamique ?

**A.O. :** La Tunisie est le pays qui possède de la plus faible composante d'extrémisme islamique, ce qui en fait un

pôle d'attraction et un référentiel pour l'Europe. Bien que pour les standards occidentaux, le régime de Zine El Abidine Ben Ali soit peu démocratique, ses politiques lui ont permis de contrôler le fondamentalisme radical. Il n'est pas facile pour lui de concilier un combat ouvert contre le fondamentalisme islamique, enraciné dans la société, avec une ouverture démocratique à l'image occidentale. Dans une certaine mesure, Ben Ali est un modèle pour d'autres pays arabes qui doivent aujourd'hui se lancer dans la même direction. Le Maroc, par exemple, face aux attentats de Casablanca. En outre, ceci explique le traitement préférentiel des Etats-Unis vis-à-vis de la Tunisie.

Du côté opposé, il faut reconnaître la lenteur ou l'interruption complète de l'ouverture démocratique tunisienne comme il a démontré lors de son dernier remaniement gouvernemental, qui aurait dû être légèrement plus progressiste. Ben Ali sait qu'il existe des vases communicants transfrontaliers : il ne sera pas tranquille tant qu'il ne connaîtra pas la réaction de ses homologues.

**A/1 :** En quoi la Tunisie se distingue-t-elle de ses voisins ?

**A.O. :** La Tunisie se distingue d'autres pays par le fait qu'elle n'a jamais utilisé l'excuse du fondamentalisme islamique contre l'Occident, contrairement à certains leaders arabes. Lorsque l'Occident a fait pression sur eux avec la démocratie, la drogue ou l'immigration, ils ont présenté l'excuse fon-

damentaliste. Sans comprendre qu'on ne peut pas jouer avec de la dynamite.

**A/1 :** Tout ceci renforce la Tunisie et améliore le climat des investissements.

**A.O. :** Oui, la Tunisie bénéficie, à mon avis, d'un fort soutien international politique et économique, équivalent à celui du Maroc, alors qu'il y a un tiers de sa population et une position stratégique nettement inférieure.

**A/1 :** Où en est la situation de l'Algérie ?

**A.O. :** Le pays a souffert une grave crise prolongée, sur plus 10 ans, qui a laissé 120 000 morts. Aujourd'hui, c'est l'exemple même de l'ouverture démocratique, dans un pays arabe où le fondamentalisme islamique s'est approprié d'une grande partie de la société. L'Algérie a été l'un des grands réservoirs du fondamentalisme islamique. Abdelaziz Bouteflika s'est rendu compte que le pays allait à la dérive, et il a durement combattu le terrorisme. Aujourd'hui, il lui faut atteindre un certain niveau économique pour pouvoir avancer dans le sens d'une ouverture démocratique.

**A/1 :** Quelle est la situation économique de l'Algérie à l'heure actuelle ?

**A.O. :** L'Algérie est riche en ressources naturelles. C'est en outre un pays choyé par l'Occident : la dépendance énergétique est grande vis-à-vis de l'Algérie. Dans sa facture de gaz, l'Espagne

## L'Algérie est cruciale pour les européens. L'Espagne dépend à 80 % du gaz algérien

dépend à 80 % du gaz algérien. C'est un Etat voisin, clef pour l'Espagne et pour l'UE.

La plus forte opération d'investissement développée en Algérie est le gazoduc direct Algérie-Espagne vers l'Europe. L'autre gazoduc passe par le Maroc. Le niveau de dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Algérie ne doit pas se compliquer avec une double dépendance, également marocaine. Cette société algéro-européenne, Medgaz, compte sur la participation de Cepsa et d'autres compagnies espagnoles, comme Endesa et Iberdrola. L'Espagne est donc le partenaire stratégique de Medgaz. Pendant les 50 prochaines années, l'Europe dépendra de façon significative du gaz algérien. L'Algérie est un pays stratégique pour les européens. Ceux-ci ont tout intérêt à qu'un développement économique durable s'y instaure. Il n'est pas facile de stabiliser le progrès économique sans progrès politique, en termes de processus de démocratisation et de libéralisation économique.

**A/I :** *Les relations Algérie-Maroc s'amélioreront-elles ?*

**A.O. :** Je pense que la réconciliation et l'ouverture des frontières entre l'Algérie et le Maroc sont proches. Peut-être même imminentes. Nous sommes face à une situation internationale unique au monde, exception faite des deux Corées, qui ne saurait persister beaucoup plus longtemps. Les préjudices économiques, politiques et sociaux sont très importants pour les deux pays – mais aussi pour d'autres, comme l'Espagne.



**Aldo Olcese :** « La Tunisie bénéficie d'un grand soutien international, politique et économique, équivalent à celui du Maroc »./ A.O.

**A/I :** *Quel type d'accord attendez-vous pour le Sahara Occidental ?*

**A.O. :** La solution au conflit du Sahara pourrait également être proche. Peut-être aura-t-elle lieu en 2006. Il n'y a aura pas de partition : cela serait une catastrophe pour les sahraouis. La logique voudrait que soit créé un Etat jouissant d'une véritable autonomie, mais dans le cadre d'une souveraineté marocaine. L'Algérie et le Maroc devront céder, mais ils seront compensés. L'ouverture de la frontière est une étape préalable. Les USA, la France et l'Espagne déploient de grands efforts, parce qu'il est fondamental que les deux pays atteignent un véritable poids à l'échelon international. L'Algérie, en

raison de ses ressources naturelles, et le Maroc, parce que c'est un allié stratégique des USA et de l'Europe dans le conflit arabe.

**A/I :** *Quel niveau de confiance vous inspirent les derniers pas du Maroc vers la démocratisation ?*

**A.O. :** La démocratie progresse raisonnablement bien au Maroc. Il reste cependant d'importants domaines d'amélioration et de modernisation dans le pays et il faudrait que la situation économique les favorise davantage que jusqu'à présent. D'un point de vue économique, l'année dernière a été très mauvaise pour le Maroc, entre autres – mais pas seulement – à cause de la sécheresse. Le Maroc a la possibilité de progresser, en partie grâce au soutien des américains, des français et des espagnols. Il possède une position stratégique-clef.

Je défends la thèse, peut-être déjà partagée par les USA, que le Maroc devienne un jour producteur d'énergie nucléaire, selon un modèle où ces centrales nucléaires appartiendraient à un pool d'entreprises ne pouvant pas faire de centrales en Espagne, mais intéressées par la production d'énergie : elles pourraient être actionnaires de ces centrales, qui seraient dirigées par des occidentaux. Il faudrait partager une participation avec l'Office National de l'Electricité (ONE) et éventuellement avec les partenaires français. Cela représenterait un progrès substantiel pour le Maroc. Une façon de devenir un pays puissant et fiable est de posséder des ressources énergétiques et stratégiques pour l'Occident, qu'il peut partager avec nous. ■